

Pieter Timmermans

«Sur l'emploi, nous avons tenu parole»

L'administrateur-délégué de la FEB promet la création d'autres dizaines de milliers d'emplois si un accord salarial raisonnable est conclu.

LES PHRASES CLÉS

«Vous croyez sérieusement que l'on va résorber les bouchons sur les routes en supprimant les voitures de société?»

«Même l'Europe s'intéresse aux intérêts notionnels qu'elle voudrait généraliser. Allons-nous faire le chemin inverse?»

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Le patronat boit du petit-lait. Le climat des affaires s'améliore depuis deux ans et 2017 s'annonce une année prometteuse. «Si nous ne faisons pas de bêtise lors de la négociation de l'AIP, nous créerons encore des dizaines de milliers d'emplois.» Il estime en revanche urgent de faire aboutir la réforme de l'impôt des sociétés.

L'inflation plus élevée que prévu menace de réduire la marge salariale de 1,2 à 0,9%. Les syndicats, eux, restent accrochés au chiffre de 1,2%, estimant que cette norme comprend déjà une marge de sécurité. Le cadre de négociation du prochain accord interprofessionnel a-t-il changé?

Il est trop tôt pour pouvoir l'affirmer. La concertation se passe à la table des négociations et pas par médias interposés. La marge salariale est conditionnée par l'évolution des salaires dans les pays voisins et par le niveau de l'inflation. Sur base de cela, nous devons

élaborer un accord intelligent. Mon objectif est de forger un deal, pas de le saborder à l'avance. J'espère que chacun autour de la table est animé du même esprit.

Reste que l'inflation plus élevée est un élément de contrariété.

C'est contrariant pour la conclusion d'un accord interprofessionnel. Mais c'est une bonne chose en revanche pour la BCE qui considère qu'une inflation basse n'est pas compatible avec une relance de l'économie. Ce qui m'inquiète en revanche, c'est que l'inflation élevée que nous connaissons en Belgique provient essentiellement de hausses de prix impulsées par les pouvoirs publics. L'inflation en soi n'est pas un problème, sauf si elle porte atteinte à notre niveau compétitivité.

La réforme de l'impôt des sociétés patine. Vous ne commencez pas à perdre patience?

Il est vrai que l'idée de réformer l'impôt des sociétés est sur la table du gouvernement depuis mars 2016 déjà. Qui plus est, personne ne conteste la nécessité d'une telle réforme. Et pourtant, on ne parvient pas à trancher. De notre côté, nous avons formulé deux propositions qui s'articulent autour d'une baisse des tarifs nominaux et de mesures compensatoires qui ne causent pas de dégâts collatéraux. Je salue le fait que le Premier ministre se soit saisi du dossier, car il n'y a plus de temps à perdre. À chaque mois qui passe, la pression fiscale sur les entreprises augmente.

Pourquoi?

Parce que les instances européennes nous demandent de laisser tomber les régimes d'exception. Or avec notre taux nominal de 34%, nous sommes complètement largués dans la concurrence européenne.

Le patron de l'UCM Philippe Godfroid déclarait voici peu que, si on abaisse le tarif

nominal aux alentours de 20 à 22%, les PME pourraient se passer des intérêts notionnels. C'est aussi votre avis?

Non. Les intérêts notionnels sont un outil intéressant pour les PME qui sont très nombreuses à les utiliser. Sans ce dispositif qui permet de renforcer la structure capitalistique des entreprises, la crise de 2008 aurait provoqué des dégâts beaucoup plus importants parmi les PME. Aujourd'hui, on voit que même l'Europe s'intéresse aux intérêts notionnels qu'elle voudrait généraliser. Allons-nous faire le chemin inverse?

Quelles sont les niches fiscales qui pourraient être sacrifiées?

On pourrait aménager le principe des pertes reportées ou les règles d'amortissement. Par contre, je déconseille de toucher aux incitants en faveur de la recherche et aux dispositifs qui renforcent l'assise en capital des entreprises. Ces deux niches sont vitales pour une économie ouverte comme la nôtre et elles sont d'ailleurs promues par l'Europe.

Est-ce qu'on n'arrêterait pas avec les voitures de société?

Il faut confronter la perception à la réalité. On a environ 400.000 voitures de société sur un parc automobile de 5,6 millions de véhicules. Vous croyez sérieusement que l'on va résorber les bouchons sur les routes en supprimant les voitures de société? J'observe par ailleurs que ces dernières années, on vend à nouveau plus de voitures neuves à des particuliers qu'à des sociétés. Enfin, les voitures de société sont les véhicules les plus écologiques qui circulent sur nos routes.

Comment alors résoudre notre problème de mobilité?

Il faut d'abord un plan cohérent de mobilité, pour éviter que les uns ne planchent sur un élargissement du ring de Bruxelles pendant que d'autres étudient comment rétrécir les voies d'accès dans la capitale... La situation actuelle n'est plus tenable. Les navetteurs

sont mécontents, les étudiants sont mécontents, les chauffeurs de poids-lourds sont mécontents. Nous passons chaque année en moyenne 44 heures – soit une semaine de travail – dans les bouchons. Ce devrait être un argument suffisant pour réunir nos quatre ministres de la mobilité autour d'une même table. La mobilité est pour moi le défi numéro un pour 2017. À la FEB, nous avons invité des responsables de tous les partis à venir s'exprimer sur le sujet. Au bout de deux heures, tout le monde était d'accord sur ce qu'il faut faire. Il manque juste un peu de courage politique. Les Pays-Bas ont fait cet exercice il y a dix ans, et ils en récoltent aujourd'hui les bénéfices.

Le gouvernement parle d'un plan d'investissements publics, notamment en faveur de la mobilité. Cela veut dire assouplir le cadre budgétaire. Vous y êtes favorable?
Le volume d'investissement actuel suffit à peine pour entretenir notre patrimoine d'infrastructures. Il faudrait doubler le budget d'investissement, mais il faut le faire avec sérieux. Le cadre budgétaire européen n'est pas adapté: il nous impose d'inscrire un investissement dans un seul exercice budgétaire alors qu'une entreprise peut l'amortir sur plusieurs années. Il faut revoir cela. Ensuite, je suis d'accord de déroger aux règles budgétaires européennes, à condition que ce soit dans un cadre bien défini, bien déli-

mité et productif. Autrement dit, si on a l'assurance que l'investissement produira des effets retour sur l'économie. Vu le niveau de notre endettement, il est hors de question d'organiser un nouveau dérapage et de passer la facture aux générations suivantes.

Le populisme est aussi alimenté par les craintes suscitées par la globalisation qui ne profiterait qu'aux entreprises et aux grands patrimoines. Comment rassurer le citoyen?

Pour une économie ouverte comme la Belgique, la globalisation est un atout. Si on se coupe du monde, on perdra des emplois et les citoyens seront déçus. C'est pour assurer

la création d'emploi que nous travaillons à l'élaboration d'un nouvel accord interprofessionnel. Bien sûr, il faut encadrer la globalisation. Il n'est pas question de nous aligner sur les standards chinois. C'est pourquoi nous soutenons la conclusion d'accords commerciaux.

Avec Trump, le Brexit et le refus wallon du CETA, c'est pourtant le protectionnisme qui revient au galop. Vous êtes inquiet?

Bien sûr que cela m'inquiète. Le commerce est la base de notre prospérité. J'étais récemment au Texas avec la mission économique belge. J'y ai rencontré des entrepreneurs texans qui se sont montrés très critiques par

rapport aux thèses protectionnistes de Donald Trump, lorsque celui-ci affirme vouloir par exemple supprimer l'accord de libre-échange avec le Mexique. L'expérience des années 30 nous apprend que le protectionnisme ne peut mener qu'à de la destruction de richesse et de prospérité. Nous n'en sommes pas là bien entendu. Mais il est clair que la politique de Trump sera différente de celle menée par Obama. Il va vouloir privilégier les États-Unis, mais il ne pourra pas se permettre d'aller trop loin. Car les États-Unis aussi ont besoin de commerce international.

Les dossiers ING, Caterpillar, Axa et Douwe-Egberts n'ont rien fait pour renforcer le prestige des patrons auprès des citoyens: que répondez-vous à cela?

Ces drames sociaux me touchent, je n'aime pas voir des gens perdre leur emploi. La perception est très forte, mais il y a aussi une autre réalité. Ces deux dernières années, le secteur privé a créé des dizaines de milliers d'emplois. Si le train des réformes ne tombe pas en panne, nous pourrions continuer sur cette lancée. Il y a deux ans, les syndicats m'ont apostrophé: «Vous avez reçu des baisses de charges, allez-vous créer de l'emploi?» Aujourd'hui, je puis affirmer que nous avons tenu parole. 2017 sera l'année de la vérité. Si nous ne faisons pas de bêtise lors de la négociation de l'AIP, nous créerons encore des dizaines de milliers d'emplois.

«La
mobilité
est pour
moi le
défi
numéro
un pour
2017.»